

# LE WWF, UNE MULTINATIONALE VERTE DE NOTABLES

*Invité à participer au Grenelle de l'environnement, le WWF jouit d'une notoriété indiscutable. Un regard sur ses origines laisse cependant planer de sérieux doutes quant à ses motivations...*

**D**e toutes les associations qui seront présentes au Grenelle de l'environnement, le WWF est incontestablement considéré comme étant la plus respectable. Ses dirigeants – souvent des personnalités du monde des affaires ou de la haute société aristocratique – ainsi que ses partenariats avec des entreprises telles que **Coca-Cola**, **Wall-Mart**, **Toyota**, **Canon**, **IBM**, **Carrefour** ou **Gaz de France**, lui ont conféré une notoriété sans précédent, alors que ses campagnes historiques visant à « *sauver les animaux sauvages* » suscitent encore aujourd'hui un vaste élan de sympathie. S'y greffe désormais son combat contre le « *réchauffement climatique global* », thème totalement consensuel qui renforce le postulat selon lequel le péché de l'homme moderne serait de détruire la Terre. N'est-ce pas d'ailleurs le constat que dressait déjà le célèbre biologiste britannique et premier directeur général de l'Unesco **Sir Julian Huxley**, qui déclarait dès 1931 dans *What dare I think* : « *La plupart des changements dans le passé ont été lents, tandis que depuis l'arrivée de l'homme et plus spécialement de l'homme civilisé, la vitesse de ces changements s'est considérablement accrue. [...] L'équilibre originel de la nature est perdu, détruit par la seule présence de l'homme* » ? Quarante ans plus tard, cette vision du monde déborde largement des sphères pensantes de certains notables britanniques, au point où elle est même devenue hégémonique au sein du grand public. L'association à l'effigie du panda ayant joué un rôle essentiel dans cette évolution, il n'est pas inutile de s'attarder sur quelques-unes des personnalités qui en sont à l'origine.

## Le conte de fées du WWF

L'histoire officielle du WWF ressemble à un véritable conte de fées. En 1960, **Sir Julian Huxley**, alors fondateur de l'International Union for the Protection of Nature (rebaptisée depuis The World Conservation Union – **IUCN**), s'érmeut des menaces qui pèsent sur la vie de certains animaux sauvages. De retour d'un voyage en Afrique de l'Est, il prend contact avec deux ornithologues,

**Max Nicholson**, directeur général du **Britain's Nature Conservancy**, et **Peter Scott**, déjà vice-président de l'IUCN. Ensemble, ils décident de constituer une association de préservation des animaux, choisissant pour siège social le quartier général de l'IUCN, situé à Gland (Suisse). Le WWF International dépose ses statuts le 11 septembre 1961. Sollicité par **Julian Huxley**, **Son Altesse le Prince Bernhard** des Pays-Bas en devient le premier président. Obligé de démissionner suite aux révélations sur les commissions qu'il a perçues de la part du géant de l'armement **Lockheed**, il cède son poste en 1976 à **John H. Loudon**, un ancien patron de la **Royal Dutch Shell**. En 1981,

**N'est-il pas étonnant de voir cohabiter des grands noms de l'industrie polluante avec des militants écologistes convaincus de leur bonne cause ?**

lui succèdera **Son Altesse le Prince Philippe** d'Angleterre, déjà président de la section britannique de l'association, qui conservera la présidence du WWF International jusqu'en 1996. Trois ans plus tard, l'association peut se targuer d'être « *présente dans 96 pays et [de bénéficier] du soutien de 4,7 millions d'adhérents. Sur le plan financier, [elle dispose] d'un budget de 320 millions de dollars, apporté à 48 % par des particuliers* », comme le déclare à *L'Express* le **Dr Luc Hoffmann**<sup>1</sup>, cofondateur du WWF International et ancien vice-président du groupe pharmaceutique et chimique **Hoffmann-Laroche**.

## Anton Rupert, l'argentier

C'est principalement à un riche homme d'affaires sud-africain, **Anton Rupert**, que le WWF doit ce succès.

1. Luc Hoffmann a été président du WWF France de 1996 à 2000. Il en est encore aujourd'hui le président d'honneur. Son successeur, **Daniel Richard**, est l'ancien PDG des **Trois Suisses**, de **Sephora** (Groupe **LVMH**), et était encore récemment directeur innovation et développement au groupe **Galeries Lafayette**.

En 1968, son ami le Prince Bernhard lui demande de créer la section sud-africaine du WWF, qu'il présidera jusqu'en 2003. **Anton Rupert** a débuté sa carrière dans les années trente en tant que fabricant de cigarettes pour sa petite société, **Rembrandt Ltd**. Rapidement, celle-ci prend le contrôle de près de 90 % du marché sud-africain de la cigarette, tout en investissant également dans celui des vins et spiritueux. En 1972, **Rupert** consolide ses activités dans le tabac avec la société canadienne **Rothmans**. Seize ans plus tard, alors que de nombreux pays décident de boycotter le régime d'apartheid, il s'implante en Suisse et crée le groupe de luxe **Richemont**. Ce

qui lui permet d'acquérir des marques prestigieuses comme **Cartier**, **Montblanc** et **Alfred Dunhill**, ou d'investir dans de nombreuses compagnies financières, minières et industrielles. En 1999, **Rupert** convertit son holding du tabac en actions de **British American Tobacco**, le second plus grand cigarettier du monde. Ce qui fait de lui l'un des hommes les plus riches de la planète. Ses activités commerciales dans le luxe et le tabac ne l'empêchent pas de conserver son poste de membre du comité exécutif du WWF International (de 1971 à 1990) et de président du **WWF Afrique du Sud**. Lors de son décès le 18 janvier 2006, le WWF lui a rendu un vibrant hommage, rappelant son rôle en tant qu'initiateur du **Club des 1001**, « *un fonds fiduciaire très prospère qui a vu mille hommes et femmes de plus de cinquante pays du monde entier contribuer, à hauteur de 10.000 dollars chacun, à créer un fonds de capital de 10 millions de dollars dans le but de couvrir les frais de fonctionnement et les dépenses de conservation du WWF* ». Aujourd'hui, l'empire d'Anton Rupert est dirigé par son fils, **Johannes**, propriétaire de vastes terres en Afrique du Sud, achetées pour être transformées en réserves naturelles.

## Affaires et environnement

Bien que l'association environnementaliste n'ait jamais contesté l'existence du Club des 1001 (révélée le

1<sup>er</sup> août 1980 par la revue britannique *Private Eye*), elle a toujours laissé planer une zone de mystère, renforçant par là son côté énigmatique. De nombreux analystes politiques se sont interrogés au sujet de ce club bien étrange – dont la liste des membres a longtemps été gardée confidentielle –, ainsi que sur les motivations réelles de ses philanthropes amoureux de la nature et des animaux sauvages, qui sont par ailleurs des acteurs de premier plan du monde de la politique et des affaires. Comment expliquer en effet qu'un homme comme Anton Rupert, qui a « joué un rôle clé dans le développement économique des secteurs commerciaux et industriels sud-africains » – pour reprendre les propos du président sud-africain **Thabo Mbeki** – ait pu concilier ses affaires à la tête d'entreprises du luxe et son activité de président d'une association qui fait campagne pour réduire « l'empreinte écologique » des citoyens ? Comment croire que la passion pour la nature revendiquée par le gratin de la noblesse européenne – dont la plupart des représentants sont membres soit du WWF, soit du Club des 1001 – puisse ne pas interférer avec certains intérêts géopolitiques ? N'est-il pas étonnant de voir cohabiter des grands noms de l'industrie polluante avec des militants écologistes convaincus de leur bonne cause et brandissant continuellement le concept de développement durable ?

#### « L'apartheid vert »

Dans son article *Développement durable : le lobbying des ONG*, **Sylvie Brunel**, professeur de géographie du développement à l'**Université Paul-Valéry de Montpellier III** et ancienne présidente de l'association **Action contre la faim**, rappelle que « l'attention portée à la préservation de la nature est ancienne dans le Nouveau Monde : en même temps qu'ils conquerraient de vastes espaces d'une façon souvent "minière", États-Unis, Canada, mais aussi leurs colonies, en Australie ou en Afrique du Sud, cultivaient le mythe de la "wilderness", la nature sauvage. Les mouvements qui se réclament du "conservatisme" y sont incroyablement puissants. Yveline Dévérin<sup>3</sup> souligne par exemple que le WWF est l'héritier direct des chasses coloniales, rassemblant une "élite économique et politique partageant un intérêt commun pour la chasse et une idéologie commune de supériorité des pratiques occidentales dans la gestion

## LE WWF FRANCE

Contrairement au WWF International et à ses principales filiales, dont les deux plus importantes campagnes sont axées sur la conservation des espèces et le réchauffement global, le **WWF France** a la particularité d'être très présent dans le domaine agricole. Bien qu'il bénéficie du soutien financier de la grande distribution alimentaire (comme **Carrefour** ou **Champion**), il n'hésite pas à collaborer avec des associations écologistes radicales, réunies au sein de **L'Alliance pour la planète**. C'est ce qui explique que l'on retrouve en tête de son projet agricole pour le Grenelle de l'environnement des propositions telles que :

- l'interdiction immédiate de la production d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en milieu ouvert ;
- le renforcement des plans de conversion de l'agriculture en agriculture biologique et paysanne, ainsi que la généralisation de ces produits dans la restauration scolaire, parascolaire (centres de vacances) et en milieu hospitalier ;
- le soutien et développement des AMAP (associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) et autres circuits de distribution courts, favorisant le lien producteur-consommateur, y compris en zones urbaines ;
- le soutien à une agriculture locale n'ayant pas recours aux intrants chimiques ;
- la négociation avec la grande distribution de quotas progressifs de vente de produits issus de l'agriculture biologique et paysanne de proximité.

Le soutien du WWF France à ce type d'agriculture fait totalement l'impasse sur le rôle essentiel des structures agricoles capables de fournir les quantités de nourriture nécessaires pour faire face à une demande alimentaire croissante. Sa vision est somme toute très proche de celle de **Teddy Goldsmith**, qui préfère gérer la pénurie plutôt que de permettre d'accroître la production afin de nourrir tout le monde. Dans son livre *Changer ou disparaître* paru en 1972, l'écologiste n'expliquait-il pas que « la perspective d'un rationnement alimentaire rigoureux dans les trente années à venir paraît plus réaliste que celle d'une continuation de l'abondance » ? Il est vrai qu'en cas de pénurie, les notables du WWF ne risqueraient pas grand-chose...

des milieux naturels". En niant l'existence et les droits des premiers occupants, ceux qu'on appelle aujourd'hui les "natives" ont été éliminés ou parqués dans des réserves, sans se voir reconnaître le droit à la citoyenneté dans leur propre pays. De la même façon, les ONG imposent aujourd'hui la création de zones protégées au détriment des populations locales en Afrique de l'Est, australe ou à Madagascar. »

Cette analyse est partagée par **Sylvain Guyot**, enseignant-chercheur au département de géographie sociale de l'**Université Pierre Mendès-France de Grenoble**. Sur le site *Géococonfluences*, il déclarait le 28 février 2006 au sujet de « l'apartheid vert » : « La colonisation britannique, porteuse de discriminations spatiales dans toute l'Afrique, a utilisé au XIX<sup>e</sup> siècle la conservation de la nature comme outil ségrégatif. Cette ségrégation a été poursuivie et améliorée par les politiques d'apartheid à partir de 1948. La conservation de la nature permettait de protéger de vastes espaces de chasse et de

loisirs pour les Blancs en y excluant les Noirs. Ces derniers étaient cantonnés dans des réserves où du pouvoir était donné (selon le principe du gouvernement indirect) à leurs chefs "traditionnels" (autorités tribales) puis à des administrateurs de pseudo-États à partir de 1970 (les Bantoustans). Par exemple, dans le bantoustan du KwaZulu, le pouvoir des membres du parti zulu de l'IFP et des amis de la famille royale a de ce fait été légitimé par le Parti National afrikaner, catalysant les rivalités – puis les violences politiques – avec les mouvements anti-apartheid tel que l'ANC. »

#### Ivoire, milice et WWF

**Stephen Ellis**, chercheur au **Centre d'études africaines de Leyde** et auteur de plusieurs ouvrages dont *The Mask of Anarchy : the destruction of Liberia and the religious dimension of an African civil war*, apporte un éclairage complémentaire sur le rôle des organisations de conservation de la nature. Dans un remarquable article sur

le trafic illégal d'ivoire, intitulé « *Défense d'y voir : la politisation de la protection de la nature* », il retrace l'interférence entre les milieux de protection de la nature et certains intérêts géopolitiques en Afrique australe (Mozambique, Angola, Namibie, Afrique du Sud). En premier lieu, il démontre le rôle stratégique des premières réserves animalières : « *Dès le début, les réserves animalières et les militaires ont été associés, ne serait-ce que parce que les anciens soldats, habitués à la vie de plein air et experts dans le maniement d'armes, font les très bons gardiens* ». Il poursuit : « *Quand la guérilla moderne commença à se développer en Afrique australe dans les années 1960, les réserves animalières, qu'il s'agisse des parcs officiels ou des régions éloignées pourvues d'une faune sauvage abondante, devinrent des zones stratégiques* ». Ces zones sont rapidement devenues le théâtre d'opérations de contre-révolution montées par les forces de sécurité chargées de mener des combats contre les groupes nationalistes. C'est dans ce contexte que s'inscrit le trafic d'ivoire. Un trafic que le WWF n'a pas condamné, alors qu'il a participé avec l'IUCN à la création en 1976 d'une association baptisée... **Traffic**, dont l'objectif était pourtant « *d'analyser que le trafic des plantes et des animaux sauvages ne représente pas une menace pour la conservation de la nature* ». Or, souligne Stephen Ellis, « *en dépit de l'abondance des preuves montrant le rôle important joué par l'Afrique du Sud dans le commerce de l'ivoire et de la corne de rhinocéros et démontrant qu'il s'agissait bien d'une politique délibérée de la part de plusieurs organes d'Etat, le WWF a continué à garder le silence sur la question. Quand, au tout début de 1991, le WWF a lancé une campagne internationale pour faire cesser le commerce de la corne de rhinocéros, il ne fit aucune mention du rôle de l'Afrique du Sud dans le commerce* ». Le chercheur se demande si ce silence pesant sur le rôle incontestable de l'Afrique du Sud comme plaque tournante de ce commerce inter-régional dans les années 1980 ne serait pas lié à la position de Rupert au sein du WWF et au fait que plus de soixante personnalités de l'élite sud-africaine appartenaient au Club des 1001.

### « L'opération Lock »

Selon **Raymond Bonner**, journaliste d'investigation au *New York Times* et à l'*International Herald Tribune*, le

rôle du WWF ne se résume pas à ce silence complice. Dans un livre très controversé intitulé *At the Hand of Man* (Knopf Publishing Group, 1994), le journaliste publie le résultat d'une longue enquête au terme de laquelle il accuse plusieurs hauts responsables du WWF, dont **John Hanks**, directeur du programme africain du WWF International, de s'être directement livrés à des opérations de mercenaires liées aux conflits militaires d'Afrique australe. Il s'agit entre autres de « l'opération Lock », révélée en 1989 par le correspondant à Nairobi de l'agence *Reuters*, **Robert Powell**. Cette opération a fait l'objet de nombreux articles parus dans les presses britannique et africaine. Le WWF a toujours réfuté l'accusation selon laquelle il y avait été directement impliqué. Pour son porte-parole, **Robert SanGeorge**, les activités controversées de John Hanks, dont il n'a pas nié l'existence, « *ont été initiées sans l'autorisation de la direction internationale du WWF* ». Dans un communiqué de presse, il précise que « *la politique du WWF a toujours été de ne pas être engagé dans des opérations clandestines pouvant être considérées comme non éthiques par les gouvernements, le public ou les supporters du WWF* ».

### Au service du Foreign Office ?

Pour l'avocat hollandais **J. Wilgers**, ce franchissement de la ligne rouge n'était cependant pas le fruit du hasard. Ni même un cas unique. Dans un article paru dans la presse hollandaise le 24 septembre 1999, Wilgers rappelle que « *l'IUCN entretient une relation très étroite avec le British Colonial et le Foreign Office. Tout au long de son existence, Julian Huxley a travaillé sur des projets en relation avec la conservation de la nature. En 1960, il a entrepris un voyage dans les colonies britanniques qui devaient acquérir leur indépendance. Il s'est assuré que le gouvernement britannique puisse maintenir jusqu'aujourd'hui sa maîtrise sur les réserves naturelles situées dans les pays du Commonwealth. La Grande-Bretagne a toujours été préoccupée par l'acquisition des matières premières des pays du Commonwealth et par la garantie d'un approvisionnement illimité. Je tiens aussi à préciser que l'IUCN n'est rien d'autre qu'une extension d'agences gouvernementales et du secteur public du Royaume-Uni, car ils en sont les principaux bénéficiaires. Un an après le voyage de Huxley, le WWF a été créé avec comme objectif principal de*

*rassembler des fonds pour l'IUCN. Ensuite, l'IUCN est devenu bien plus discret. Trente ans plus tard, le WWF contrôle plus de 10 % de la surface de la Terre.* »

L'avocat n'est pas le seul à s'interroger sur les intentions réelles du WWF. Le journaliste **Sylvie Lasserre**, auteur de *Pilleurs d'or vert*, un dossier à charge paru dans *Le Monde* 2 du 23 juin 2007, met en cause « *certaines ONG qui permettraient à des géants industriels de pratiquer la bioprospection dans les zones qu'elles sont censées protéger* ». Si la journaliste fait surtout référence à l'association américaine **Conservation Internationale**, qui se trouve effectivement dans la ligne de mire de plusieurs associations écologistes, elle note que le « *WWF ou The Nature Conservancy emploieraient des méthodes analogues* ». À côté des matières premières, toutes sortes de plantes particulièrement utiles à l'industrie pharmaceutique de demain représentent en effet un enjeu stratégique fondamental.

Selon ces analystes, les actions du WWF relatives à la sauvegarde des espèces menacées d'extinction se conjuguaient ainsi avec des objectifs beaucoup moins louables. Ce qui expliquerait cette consanguinité entre milieux politiques et grandes ONG environnementalistes. Comme le rappelle **Marie-Claude Smouts**, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et professeur à l'**Institut d'Etudes Politiques de Paris**<sup>2</sup>, ces ONG « *s'entendent parfaitement avec la Banque mondiale [...] contre la souveraineté de pays du Sud présentés comme corrompus et irresponsables* ». De fait, elles pratiquent un puissant lobbying, tant à Washington qu'à Bruxelles, où « *l'European Environment Bureau, le plus important groupe de pression écologique, agit de concert avec la DG XI, chargée de l'environnement au sein de la Commission européenne* », comme le souligne Sylvie Brunel.

Aujourd'hui, le WWF possède une puissance d'action redoutable. À l'aube du Grenelle de l'environnement, on peut légitimement se demander si celle-ci est mise exclusivement au service de l'environnement... ■

2. **Yveline Déverin** est maître de conférences en géographie à l'**Université de Toulouse-le-Mirail** et auteur de *L'Afrique*, éd. Atlante, 2005.

3. **Marie-Claude Smouts** est l'auteur de *Forêts tropicales, jungle internationale. Les revers d'une écopolitique mondiale*, paru aux Presses de Sciences Po en 2001.